

# DROIT AU LOGEMENT POUR TOUS :

**Un immeuble vide réquisitionné Samedi 14 février  
rue Jean Mermoz à Saint-Denis (face au commissariat)**

Cet immeuble est un ancien foyer destiné à loger les salariés de La Poste, mais laissé vide depuis de nombreuses années sans raison. Encore en bon état, nous l'avons occupé avec 9 ménages : des familles et des jeunes travailleurs en galère, de la Seine-Saint-Denis, expulsés sans relogement, hébergés dans des hôtels au frais de la collectivité ou chez des amis, dans la rue, ou dans des squats...

**Tous sont en attente d'un logement décent et connus de la Préfecture depuis de nombreuses années...**

**La situation du logement s'aggrave chaque année en France, et particulièrement en Seine-Saint-Denis.** De trop nombreuses familles sont obligées de vivre dans des conditions indignes, dans des chambres d'hôtel hors de prix et inadaptées à la vie de famille (surpeuplement, interdiction de faire la cuisine...), dans des logements insalubres et dangereux, trop de jeunes ne peuvent quitter leur famille faute de trouver un logement, trop peu de solutions pour répondre à des situations d'urgence.

**Les listes d'attente pour obtenir un logement social s'allongent d'années en années, plus de 60 000 demandes sont en souffrance en Seine-Saint-Denis.**

**Le 15 mars, les expulsions locatives vont de nouveau être autorisées.** Ce sont encore des milliers de familles qui vont se retrouver à la rue sans aucune solution de relogement.

Des milliers de recours ont été déposés dans le cadre de la loi DALO en application depuis le 1er janvier 2008 mais à peine quelques centaines ont été étudiés favorablement et sont toujours dans l'attente d'un logement. En Seine-Saint-Denis, près de 6000 familles ont déposé un recours en 2008, 700 ont reçu un avis favorable et 200 ont été effectivement relogées soit 3,3%... À ce rythme, les mal-logés de la Seine-Saint-Denis ont peu de chance de trouver une solution de relogement avant de très nombreuses années.

**La loi Boutin**, au lieu de résoudre la crise du logement par un programme de construction massif de logements sociaux, ne fait qu'aggraver la situation en s'attaquant au droit des locataires et en permettant aux villes qui se refusent à construire des logements sociaux de contourner la loi (dite SRU).

La Ministre, par ailleurs, n'hésite pas à déclarer qu'il y a assez de places d'hébergement d'urgence alors que tout le monde peut constater le nombre croissant de personnes qui vivent à la rue, dans leur voitures, particulièrement exposées dans les périodes de grand froid comme celle que nous venons de connaître.

Parallèlement, des centaines de milliers de logements sont laissés vacants depuis plusieurs années par de grands propriétaires privés ou institutionnels dans le seul but de spéculer. Face à cette situation dramatique, pour répondre à l'urgence et parce que le logement n'est pas une marchandise : **l'État doit appliquer la Loi de Réquisition (Ordonnance de 1945).**

**Aujourd'hui nous faisons la démonstration que c'est possible !**

**Nous appelons à la solidarité de toutes et tous, pour que soit enfin reconnu le droit au logement**

**Samedi 21 février, à 11h**

**INAUGURATION**

**Venez nombreuses et nombreux soutenir  
la réquisition après une semaine de lutte !**



**Nous  
demandons :**

- Qu'un arrêté de réquisition soit pris par le Maire ou par le Préfet.

- Le relogement en HLM des ménages engagés dans la lutte

- Qu'un inventaire des logements vacants par des bailleurs privés ou institutionnels sur le département soit établi afin de les réquisitionner

- L'arrêt des expulsions

- Un plan de construction massif de logements avec l'application de la loi SRU qui impose à toutes les communes 20% de logements sociaux.

**Soutiens :** Droit Au Logement (DAL), Réseau Solidarité Logement (RSL), des militants de la CNL, APEIS, Comité RAS L'FRONT, Coordination 93 de lutte de sans-papiers, Coordination 93 des travailleurs sociaux pour le droit au logement, EVT, Jeudi Noir, le MRAP, Centre Tawhid, Collectif des Musulmans de France, Association des communistes unitaires (A.C.U.), SNUIPP-FSU, SUD SOLIDAIRES PTT, CNT UL Saint-Denis, Alternative Libertaire (AL), Les Alternatifs, NPA, PCF, Les Verts 93, La Fédération, Parti de Gauche...